



République Française

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**Commune d'ALBIAS**

**Séance du 11 juillet 2023**

**N° 2023-79**

Le onze juillet deux mille vingt-trois à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du conseil municipal, sous la présidence de Mme MAGNANI Véronique, Maire.

Présents : 12

Votants : 16

Excusés : 3

Procurations : 4

Présents : Mmes/MM. Véronique MAGNANI (Maire), Alain BARBON, Pierre LOBBE, Eric LONGUEVILLE, Michel MONESMA, Jeannette PEDRON, Olivier RENAUDEAU, Ghislaine RODRIGUEZ, Martine SICARD, Hélène SIMOUN, Céline VALETON, Thierry VEYRES.

Absent(es)/Excusé(es) : Amandine DORIZON, Chantal GARCIA, Mme Naïma MOUMOU

Pouvoirs : M. Frédéric SEVOZ donne pouvoir à Mme Jeannette PEDRON

M. Thierry KAUFFER donne pouvoir à Mme Véronique MAGNANI

M. Pierre LIACHENKO donne pouvoir à M. Olivier RENAUDEAU

Mme Marie-Christine RONCHINI donne pouvoir à M. Pierre LOBBE

Secrétaire de séance: Céline VALETON

Début de la séance : 20 heures 30

**Délibération prescrivant la révision selon une procédure allégée n°1 du PLU définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation**

**Vu** le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-11, L.153-34 et L.103-2 ;

**VU** le plan local d'urbanisme approuvé le 12 décembre 2013 et la modification n°1 en cours lancée le 18 janvier 2023.

Mme le maire expose que conformément à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, le PLU fait l'objet d'une révision allégée lorsque le projet « *a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables* ».

Dans ce cas, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

Considérant que l'objet unique de la révision consiste à autoriser la construction de la maison de la Nature au lieu-dit "Mourailles" sans aucune remise en cause du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), Mme le maire propose en conséquence, une révision allégée du PLU.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide :

1. De prescrire la révision allégée n°1 du PLU avec pour objectifs
  - **De délimiter au sein de la zone A au lieu-dit "Mourailles" un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) autorisant la construction de la maison de la nature conformément à l'article L151-13 du code de**

## AR Prefecture

082-218200020-20230711-202379-DE  
Reçu le 16/10/2023

**l'urbanisme.** =Albias est une commune périurbaine qui bénéficie d'un environnement naturel de qualité. La maison de la Nature sera un équipement pouvant accueillir diverses activités tournées vers la nature pour :

- Contribuer au développement d'un pôle éducation et animation lié à l'environnement
  - Abriter les chasseurs et leur permettre la découpe et l'entreposage du gibier
  - Participer au développement du tissu associatif en lien avec l'environnement
  - Recueillir temporairement les animaux perdus.
2. D'approuver les objectifs ainsi développés selon l'exposé des motifs et le contenu détaillés ci-dessus ;
  3. De définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet :
    - Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires ;
    - Mise à disposition d'un dossier de présentation, ainsi qu'un registre d'observations en Mairie servant à recueillir par écrit les remarques et observations ;
  4. De confier, conformément aux règles des marchés publics une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du PLU au cabinet d'urbanisme UCE à Montauban ;
  5. De donner délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la révision allégée du PLU ;
  6. De solliciter de l'Etat conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme qu'une dotation soit allouée à la collectivité pour compenser les dépenses nécessaires à la révision allégée du PLU ;
  7. D'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision allégée du PLU au budget de l'exercice considéré en section d'investissement ;
  8. D'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.123-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.
  9. De consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13.
  10. Conformément aux articles L 153-16, L 132-7, L 132-9 et L 132-12 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée :
    - Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental ;
    - Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture ;
    - Au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre, ainsi qu'aux communes limitrophes.
  11. Conformément à l'article R 123-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département et publié au recueil des actes administratifs.

Chacune de ces formalités de publicité précisera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Le projet de révision « allégée » fera l'objet d'une enquête publique.

**AR Prefecture**

082-218200020-20230711-202379-DE  
Reçu le 16/10/2023

La présente délibération sera transmise au Préfet au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Albias le 11 juillet 2023  
Madame le Maire  
Véronique MAGNANI



Certifié exécutoire,

Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Transmis en Préfecture le

Publié le